

EXTRAIT DE L'ALMANACH 2003

NOTRE AGRICULTURE DOIT REPRENDRE CONSCIENCE DE SON RÔLE CITOYEN

Guy Paillotin

Edité par la Mission Agrobiosciences, avec le soutien du Sicoval, communauté d'agglomération du sud-est toulousain. La mission Agrobiosciences est financée dans le cadre du contrat de plan Etat-Région par le Conseil Régional Midi-Pyrénées et le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Alimentation et des Affaires rurales.

Renseignements: 05 62 88 14 50 (Mission Agrobiosciences)

Retrouvez nos autres publications sur notre site : <http://www.agrobiosciences.org>



Notre agriculture doit reprendre conscience de son rôle citoyen

Les OGM, le clonage humain, la brevetabilité du vivant, la maladie de la vache folle restent des sujets et des enjeux forts qui nécessitent encore clarification et débat... Mais c'est celui qu'à suscité le devenir de l'agriculture qui semble le plus surprenant à Guy Paillotin. La thèse en vogue – revenir au soutien par les prix, et comme cela n'a guère de chance d'être partagé par le reste de la Commission européenne, fermer les frontières – est pour tout esprit rationnel un scénario catastrophe.

Devant cet engouement pour les solutions irréelles, il y a urgence, dit-il, que notre agriculture « reprenne » conscience de son rôle citoyen.

Guy Paillotin. Président de l'Agence française de sécurité sanitaire environnementale (AFSSE).
Vice-président du Conseil national de l'alimentation (CNA). Ancien président de l'Institut national de recherche agronomique (INRA)

J'AI anticipé, comme bien d'autres, à telle ou telle manifestation, qui faisait d'avance la part belle à ce XXI^e siècle tout neuf. Il faut bien rêver et nous allons encore le faire pour entrer dans la nouvelle année. La réalité est plus rude et 2002 reste une année de fortes incertitudes.

Les OGM encore et toujours. Un véritable dialogue de sourds bien orchestré entre « pro » et « anti » qui laisse peu de place à un vrai débat citoyen. Il a été tenté. On a d'ailleurs parlé de débat public – singulière timidité –, des sages ont remis un rapport sur les essais de cultures expérimentales, qui s'en souvient ? Dans le même temps, les consommateurs apprennent qu'un tiers de leurs produits alimentaires contiennent des OGM. Fatalité ? Début de résignation ? Pourtant, la Chine décide de légiférer sur ce sujet, l'Europe adhère aux accords de Carthagène.

Le clonage humain, les cellules embryonnaires occupent le devant de la scène juridique. Interdit-on le clonage reproductif, accepte-t-on l'importation de cellules d'embryons ? L'éthique est une forme de débat et celui-ci est bien difficile. Pourtant, sous l'impulsion de l'Europe, l'ONU s'oriente vers une interdiction mondiale du clonage reproductif

humain auquel s'oppose, à titre personnel, le Président Bush. Ceci n'empêche pas quelques illuminés d'annoncer à grand renfort de publicité, et sans aucune sanction, qu'ils entreprennent de gaieté de cœur des clonages reproductifs.

La brevetabilité du vivant est un thème de débats bien passionnés, souvent approximatifs, et pourtant, aux Etats-Unis, on semble s'orienter vers une redéfinition de la distinction entre invention et découverte, point clé, sur lequel l'attention aurait due être concentrée.

Le rôle que peut jouer l'agriculture dans la maîtrise de notre environnement est évident. Il faut bien sûr le préciser. C'est l'objectif de l'agriculture raisonnée respectueuse de l'environnement. Mais que de critiques, que de confusions entre agriculture productiviste, intensive, biologique, raisonnée, durable, paysanne, etc. Comment les citoyens pouvaient-ils se retrouver dans ce débat formel, largement suscité pour ne pas répondre à la vraie question : que font réellement les agriculteurs en faveur de l'environnement ? Et pourtant les décrets qui précisent ce qu'est l'agriculture raisonnée sont publiés et, sans bruit, beaucoup s'engagent dans cette voie.

La maladie de la vache folle fait toujours peser sa menace. Une cinquième victime du nouveau variant de la maladie

de Creutzfeldt-Jakob nous rappelle à une dure réalité. L'abattage sélectif des bovins est retenu après de complexes discussions. Le soupçon, sans évidences certaines, s'étend aux ovins et aux caprins. La dioxine fait reparler d'elle ici ou là. Dans ce qui reste quand même assez confus on note une avancée : la décision enfin prise de créer une autorité européenne de sécurité alimentaire.

Le débat le plus surprenant à mes yeux, cette fois-ci franco-français, est celui qu'a suscité l'avenir de l'agriculture. Il ne s'agit pas pour moi de commenter la question du calendrier de la réforme de la politique agricole commune (PAC), mais de me concentrer sur le fond.

Qu'elle est la thèse en vogue ? Revenir à un soutien de l'agriculture par les prix et comme ceci n'a guère de chance d'être une opinion partagée par le reste de la Communauté européenne, fermer les frontières et renationaliser notre politique européenne. C'est pour tout esprit un peu rationnel un scénario catastrophe. Mentionnons ici deux points :

– des agriculteurs, de bonne foi, pensent qu'en fermant les frontières, nous assisterons à une augmentation des prix consentis à l'agriculture. C'est se croire à l'époque de Méline. Contrairement au début du xx^e siècle, nous sommes exportateurs de produits agricoles. Une fermeture des frontières se traduirait par une surproduction par rapport à nos besoins et donc à une baisse des prix parfaitement mécanique. Je n'ose évidemment pas évoquer les mesures de rétorsion que nous connaîtrions dans d'autres secteurs de notre économie.

– La deuxième évidence est que le soutien par les prix est profondément injuste : elle pénalise les petits budgets, l'emploi dans l'industrie agroalimentaire et favorise l'utilisation excessive d'intrants préjudiciables à l'environnement.

Alors d'où vient cet engouement pour des solutions irréelles ? D'un oubli collectif considérable dans cette question agricole : quelle que soit la nature des aides apportées à notre agriculture – et celle qui consiste à « administrer » les prix est la pire – leur but est de maintenir en activité plus d'agriculteurs qu'il n'en résulterait de l'application mécanique des lois du marché. Est-ce que nos concitoyens sont opposés à la correction de ces lois ? Je ne le pense pas. Encore faut-il leur donner des raisons solides de conserver cette opinion favorable ? Ces raisons ne sont plus au cœur de la production, de la lutte avec les États-Unis, mais dans la préservation de biens publics : environnement, santé, aménagement du territoire, emploi. Il y a urgence à ce que notre agriculture prenne conscience, on pourrait même dire – car je pense à de grands leaders comme M. Debatisse ou R. Lacombe qui nous a quitté cette année – reprenne conscience, de son rôle citoyen.



Dans tout ce que je viens de rappeler, je crois qu'on peut déceler du trouble, de la confusion, des avancées, mais en définitive un certain fatalisme. J'ai avancé, depuis plusieurs années, que la démocratie avançait aujourd'hui, ce qui n'est guère commode, sur trois pieds : les citoyens qui ont conquis de façon encore balbutiante une véritable autonomie ; les scientifiques, les experts, les sages, qui prudemment ont compris qu'ils devaient composer avec les citoyens (les « profanes » dit-on dans des cercles savants) et les politiques qui doutent un peu de leur prééminence. Ce doute a un côté positif tant notre pays vit encore des traditions dépassées datant de l'ancien régime, mais il a un terrible côté négatif. Il faut rappeler que le politique est celui qui a mandat de trancher, d'oser, d'extraire nos concitoyens de l'idée de la fatalité que les chantres de « l'économisme » ont su nous imposer. Puisse 2003 voire nos hommes et femmes politiques croire de nouveau dans leur rôle de clarificateurs qui fait que complexité ne s'identifie pas avec confusion. ■